



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 2017
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-douzième session
Point 74 b) de la liste préliminaire*
**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par les organismes des Nations Unies,
y compris l'assistance économique spéciale**

Conseil économique et social
Session de 2017
28 juillet 2016-27 juillet 2017
Point 14 de l'ordre du jour
**Application de la Déclaration sur l'octroi
de l'indépendance aux pays et aux peuples
coloniaux par les institutions spécialisées
et les organismes internationaux associés
à l'Organisation des Nations Unies**

Assistance au peuple palestinien

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution 71/126 de l'Assemblée générale, figurent une évaluation de l'assistance reçue par le peuple palestinien ainsi qu'une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions permettant d'y répondre. Il y est rendu compte des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec le Gouvernement de l'État de Palestine, les donateurs et la société civile, pour venir en aide à la population et aux institutions palestiniennes.

La période considérée (avril 2016-mars 2017) a continué d'être caractérisée par une évolution de la situation sur le terrain qui ne tend pas à favoriser les perspectives de paix ni la concrétisation de la solution des deux États. Le système des Nations Unies a poursuivi l'action menée pour faire face aux problèmes humanitaires et aux problèmes de développement dans le contexte de l'occupation.

Le Plan d'aide humanitaire de 2017, dont le financement s'établit à 547 millions de dollars, énonce les programmes à exécuter pour répondre aux besoins humanitaires urgents dans l'ensemble du territoire palestinien occupé. En outre, le budget nécessaire à la reconstruction et au relèvement de Gaza à la suite des dommages subis durant les hostilités de 2014 a été chiffré à 3,9 milliards de dollars dans le cadre précis d'évaluation des besoins et de relèvement pour Gaza.

* A/72/50.



Le Gouvernement de l'État de Palestine a continué de mettre en œuvre le Plan palestinien de développement national pour 2014-2016 sur l'édification de l'État et la souveraineté et donné le coup d'envoi, le 22 février 2017, au Programme national pour 2017-2022. Ce dernier s'articule autour de trois axes, à savoir la voie vers l'indépendance, la réforme de l'administration et le développement durable, et définit 29 stratégies nationales. Les citoyens y occupent une place centrale et nombre des priorités énoncées sont alignées sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La mise en œuvre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2014-2017) se poursuit, en appui à l'action menée par le Gouvernement.

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 71/126 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-douzième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de ladite résolution, où figureraient une évaluation de l'assistance effectivement reçue par le peuple palestinien et une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions précises permettant d'y répondre efficacement. La période considérée court d'avril 2016 à mars 2017.

2. On trouvera des informations sur les conditions de vie et la situation socioéconomique des Palestiniens dans plusieurs rapports établis par des organismes des Nations Unies à l'intention de divers organes de l'ONU, en particulier : le rapport annuel sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé; le rapport annuel du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/71/13); l'Analyse commune de pays 2016 (*Common Country Analysis 2016: Leave No One Behind — A Perspective on Vulnerability and Structural Disadvantage in Palestine* (équipe de pays des Nations Unies, territoire palestinien occupé, 2016), et les rapports du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, établis à l'intention du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens (avril et septembre 2016).

3. Les besoins du peuple palestinien sur les plans humanitaire et économique et en matière de développement font l'objet de plusieurs documents complémentaires qui portent sur les orientations stratégiques et la mobilisation des ressources. Le Plan d'aide humanitaire de 2017 vise à mobiliser 547 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires les plus pressants, notamment grâce au renforcement des mesures de protection et à l'amélioration de l'accès aux services de base pour les catégories les plus vulnérables sur l'ensemble du territoire palestinien occupé. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2014-2017) présente les mesures stratégiques proposées par l'ONU en fonction des priorités relatives au développement fixées dans le Plan palestinien de développement national pour 2014-2016 sur l'édification de l'État et la souveraineté.

4. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient a poursuivi, tout au long de l'année, l'action menée pour soutenir le processus de paix et promouvoir la coordination et le dialogue entre Palestiniens et Israéliens, l'ONU, la région et la communauté internationale.

II. Aperçu de la situation actuelle

A. Contexte politique

5. La période considérée a été caractérisée par une nette diminution du degré de violence et des attaques par rapport à la période allant d'octobre 2015 à mars 2016, durant laquelle les tensions étaient très élevées. Les attaques d'Israéliens par des Palestiniens, notamment à l'arme blanche et à la voiture bélier, et les incitations à la haine qui contribuent à encourager ce type d'acte ont continué, bien qu'à un moindre degré. Les activités de peuplement ont accusé une tendance à la hausse et il

y a encore eu de nombreuses démolitions de structures appartenant à des Palestiniens. Les divisions entre Palestiniens perdurent, en dépit des efforts déployés en faveur de la réconciliation, et continuent d'avoir des retombées sur les aspects économiques, humanitaires et politiques de la vie dans le territoire palestinien occupé.

6. Différentes dispositions ont été prises par la communauté internationale au cours de la période considérée dans le but de relancer le processus de paix. Le 1^{er} juillet 2016, le Quatuor a publié un rapport dans lequel il réaffirmait le soutien de la communauté internationale à une solution négociée à deux États, examiné l'évolution de la situation sur le terrain et passé en revue ce qui menaçait la réalisation de ce dessein, et recommandait des mesures que les parties devraient prendre pour créer les conditions d'une véritable reprise des négociations. Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 (2016), dans laquelle il a exigé de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement, demandé que des mesures immédiates soient prises pour prévenir tous les actes de violence visant des civils, y compris les actes de terreur, ainsi que tous les actes de provocation et de destruction, et demandé aux deux parties de s'abstenir de tout acte de provocation et d'incitation à la violence et de toute déclaration incendiaire. Le 15 janvier 2017, la France a organisé une conférence à Paris en soutien au processus de paix, à laquelle ont participé des représentants de quelque 70 pays.

7. Les tensions internes se sont accrues au sein du Gouvernement israélien à l'approche de l'échéance du 26 décembre 2016 fixée par la Haute Cour de justice israélienne pour la démolition de l'avant-poste illégal d'Amona. Malgré l'échec de leurs efforts visant à éviter la démolition de l'avant-poste, les membres de la Knesset qui appuient l'expansion des colonies de peuplement ont réussi à faire pression sur les partis de la coalition pour qu'ils votent pour le projet de loi « de régularisation ». Le Procureur général israélien s'est opposé à cette loi, jugeant qu'elle était anticonstitutionnelle et constituait une violation du droit international. Si elle est appliquée, cette loi autorisera l'appropriation de terres qui appartiennent à des particuliers palestiniens et qui ont été utilisées pour la construction de milliers de logements dans les colonies de peuplement. Son adoption marque un infléchissement notable de la position adoptée de longue date par Israël concernant le statut juridique du territoire occupé. Depuis le vote, le 6 février 2017, plusieurs motions ont été déposées à son encontre devant la Haute Cour de justice; son application risque d'être suspendue jusqu'au prononcé de la décision.

8. Les activités de peuplement se sont sensiblement accrues pendant la période à l'examen. Selon les statistiques officielles, 1 102 logements ont été construits au deuxième trimestre de 2016 dans la zone C, ce qui représente le chiffre trimestriel le plus élevé jamais enregistré durant le mandat du Premier Ministre, Benjamin Nétanyahou. Entre avril et décembre 2016, les travaux de construction de 2 215 unités d'habitation ont commencé, soit près du double du chiffre enregistré pendant la même période en 2015 (1 167). Les plans de construction de nouvelles unités d'habitation ont également progressé pendant la majeure partie de la période considérée, et en particulier au premier trimestre de 2017, durant lequel la planification de 4 000 unités d'habitation en zone C a franchi de nouvelles étapes, 250 d'entre elles en étant au stade final du processus d'approbation et 800 autres au stade des appels d'offres. Par comparaison, le nombre total d'unités proposées, approuvées et soumises à appel d'offres en 2016 était d'environ 3 000. À Jérusalem-Est, des plans de construction de quelque 1 500 unités d'habitation ont été présentés, mais aucun n'a atteint l'étape de l'approbation finale. Des appels d'offres ont été lancés en 2016 pour 320 unités, ce qui représente une baisse par rapport au chiffre de 580 enregistré en 2015 et au chiffre de plus de 2 000 enregistré chaque

année pendant la période 2012-2014. Les expulsions de Palestiniens de leur logement à Jérusalem-Est, qui ont fait suite aux mesures juridiques prises par des organisations de colons, se sont poursuivies, élargissant par voie de conséquence les enclaves juives dans les quartiers palestiniens de la ville. Des dizaines de communautés pastorales et bédouines palestiniennes de la zone C ont continué de faire l'objet de pressions de la part des autorités israéliennes pour se réinstaller ailleurs, au motif qu'elles n'avaient pas de permis de construire, dont l'obtention est presque impossible pour les Palestiniens. Certaines communautés se trouvent sous le coup d'une menace de réinstallation forcée imminente dans d'autres lieux de la zone C.

9. Les pourparlers en vue d'une réconciliation entre le Fatah et le Hamas sont restés au point mort au cours de la période considérée. Les parties sont toujours en désaccord sur les deux questions principales faisant l'objet de ces pourparlers : la formation d'un Gouvernement d'unité nationale et l'organisation d'élections législatives et présidentielle. Soucieux d'œuvrer à la réconciliation, le Président, Mahmoud Abbas, a rencontré le Président du Bureau politique du Hamas, Khalid Mish'al, au Qatar en octobre 2016. Les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine, du Hamas et du Jihad islamique sont convenus, dans une réunion tenue à Beyrouth en janvier 2017, de la nécessité d'engager des consultations en vue de former un Gouvernement d'unité nationale qui œuvrerait à faire appliquer les précédents accords de réconciliation, à mettre un terme aux divisions entre Palestiniens et à préparer la tenue d'élections générales. Toujours en janvier, la Fédération de Russie a tenté de faire progresser la réconciliation palestinienne en accueillant une rencontre entre les factions palestiniennes à Moscou. Malgré ces réunions entre factions, les parties sont demeurées incapables de parvenir à un consensus sur une véritable unité palestinienne fondée sur la non-violence, la démocratie et les principes défendus par l'Organisation de libération de la Palestine. Autre revers dans cet effort d'unité, le Hamas a mis en place, le 16 mars 2017, le Comité administratif, institution parallèle destinée à gérer les ministères locaux de Gaza. Les différends opposant l'Autorité palestinienne et le Hamas au sujet des responsabilités à établir dans la crise de l'électricité qui a touché Gaza en janvier 2017 ont encore aggravé la crise.

10. Les élections municipales qui devaient se tenir en octobre 2016 ont été repoussées de quatre mois, la Haute Cour palestinienne n'ayant pas avalisé le dispositif choisi par le Gouvernement pour le déroulement des élections à Gaza. Le Gouvernement a ensuite mis sur pied un tribunal spécialement désigné pour vérifier la régularité des élections, afin de régler la question des tribunaux « illégaux » de Gaza; le Hamas s'est élevé contre cette décision, exprimant son mécontentement au sujet de l'incapacité du Gouvernement de tenir des élections municipales en 2016. Il est maintenant prévu que les élections municipales ne se tiennent qu'en Cisjordanie le 13 mai 2017.

11. Le marasme socioéconomique, sur fond de poursuite de l'occupation et de fragilité des institutions démocratiques, a continué de nuire à la stabilité de la Cisjordanie et menacé de porter atteinte aux succès obtenus dans le cadre du programme d'édification de l'État de Palestine. Au cours du second semestre de 2016, de fréquents affrontements ont éclaté entre les forces de sécurité palestiniennes et les résidents du camp de réfugiés de Balata à Naplouse et dans la vieille ville voisine, faisant des morts et des blessés parmi les effectifs civils et le personnel de sécurité. Ces affrontements, qui se sont produits dans le contexte d'une recrudescence des opérations palestiniennes de maintien de l'ordre à l'intérieur et aux alentours du camp, ont été particulièrement intenses en raison des tensions politiques apparues avant et après le septième congrès du Fatah qui s'est tenu à la fin de novembre 2016.

12. Le cessez-le-feu qui a mis fin aux hostilités entre Israël et les groupes armés palestiniens à Gaza le 26 août 2014 s'est maintenu, mais il demeure fragile. Il y a eu moins de manifestations organisées le long de la clôture de sécurité entre Gaza et Israël et de coups de feu tirés de part et d'autre de la frontière par rapport à la période précédente. La découverte par les forces de sécurité israéliennes, en avril et mai 2016, de deux tunnels pénétrant en territoire israélien à partir de Gaza a donné lieu dans un cas à une escalade temporaire des hostilités, au cours de laquelle des militants ont tiré 40 obus de mortier et huit roquettes en direction d'Israël et des forces israéliennes. Un Palestinien a été tué au cours des frappes israéliennes qui ont suivi. Douze roquettes tirées aveuglément depuis Gaza sont tombées en Israël sans provoquer de victimes.

13. L'ONU a continué d'apporter son concours au Gouvernement de l'État de Palestine dans la mise en œuvre de son plan-cadre de 3,9 milliards de dollars pour la reconstruction et le relèvement de Gaza. La grande majorité des dommages subis par les écoles, les hôpitaux et les systèmes d'alimentation en eau et en électricité ont été réparés, et la reconstruction de six écoles entièrement détruites, d'une clinique et d'un hôpital se poursuit. D'autre part, 40 000 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de Gaza, dans l'attente de la reconstruction de leur logement. Sur les 17 800 logements qui ont été totalement détruits ou endommagés au point d'être inhabitables, 57 % ont été reconstruits et le travail de reconstruction se poursuit pour 14 % d'entre eux. Cependant, il faudrait 115 millions de dollars de plus pour reconstruire les 2 800 logements qui ont été totalement détruits. Sur les 153 200 logements partiellement détruits en 2014, 56 % ont été remis en état et les travaux se poursuivent toujours pour 7 % d'entre eux. Toutefois, 85 millions de dollars sont encore nécessaires pour financer les réparations restant à effectuer.

14. Certains matériaux qu'Israël estime être à double usage civilo-militaire ont cependant pu continuer de pénétrer dans Gaza grâce au Mécanisme pour la reconstruction de Gaza mis en place à titre temporaire. Durant la période considérée, près de 750 000 tonnes de ciment ont ainsi été acheminées jusqu'à Gaza grâce au Mécanisme, soit 18 % de plus que l'année précédente, et ce, en dépit de l'imposition de nouvelles restrictions sur le ciment en 2016, notamment, en avril et mai 2016, une suspension de six semaines des importations de ciment provenant du secteur privé et passant par l'intermédiaire du Mécanisme, et la fixation d'un plafond artificiel de 90 camions de ciment par jour pour le reste de l'année. Parallèlement, l'importation d'articles « à double usage », en dehors du ciment et du rond à béton, demeure strictement limitée, seuls 285 articles ayant bénéficié d'une autorisation d'importation au cours du quatrième trimestre de 2016, contre 1 796 en 2015.

15. L'Autorité palestinienne et le Gouvernement israélien ont pris plusieurs mesures énergiques au cours de la période considérée, dont certaines comme suite aux recommandations faites par le Quatuor dans son rapport. Il s'agit notamment d'accords sur l'infrastructure d'alimentation en eau en Cisjordanie, l'électricité, l'attribution de fréquences 3G et les services postaux, tous susceptibles de renforcer l'autorité civile palestinienne. L'application de ces accords, toutefois, a été lente.

B. Contexte humanitaire et socioéconomique

Évolution de la situation économique et budgétaire

16. Sur le plan économique, le territoire palestinien occupé continue à se relever du conflit de 2014. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 4,1 % par rapport aux chiffres de l'année précédente (taux de croissance de 3,4 % en 2015). La croissance globale a été tirée par une croissance de 3,0 % en Cisjordanie et

de 7,7 % à Gaza, ce qui a engendré une croissance positive du PIB par habitant tant à Gaza (4,2 %) qu'en Cisjordanie (0,5 %).

17. En 2016, le taux de chômage de la population active a atteint 26,9 %, contre 25,9 % l'année précédente. Il a augmenté aussi bien à Gaza, où il est passé de 41,0 à 41,7 %, qu'en Cisjordanie, où il est passé de 17,3 à 18,2 %. Le chômage des jeunes est resté le principal défi à relever sur le marché du travail palestinien. En 2016, 43,2 % de la population active de la classe d'âge des 20-24 ans était sans emploi.

Évolution de la situation humanitaire

18. Au cours de la période considérée, 60 Palestiniens, dont 15 enfants, ont été tués lors d'affrontements directs dans tout le territoire palestinien occupé et en Israël (dont une grande majorité par les forces de sécurité israéliennes), et quelque 2 200 Palestiniens, dont 600 enfants, ont été blessés. Trente-quatre Palestiniens auteurs présumés d'attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier ou à l'arme à feu, dont sept enfants, ont trouvé la mort dans ces attaques, ainsi que 12 Israéliens. Ces chiffres traduisent une baisse sensible des actes de violence enregistrés en Cisjordanie par rapport à la période précédente.

19. Le fait que des Palestiniens prennent pour cible des civils israéliens et que les forces de sécurité israéliennes fassent un usage excessif de la force, en riposte à ces attaques, ou au cours de manifestations et d'échauffourées, reste une grande source d'inquiétude sur le plan de la protection. À cela s'ajoute la perception que les responsables de ces pertes humaines et matérielles ne répondent pas de leurs actes comme il se devrait et qu'il n'existe pas de véritables voies de recours.

20. En Cisjordanie, le nombre des destructions ou des saisies de logements de Palestiniens et de structures servant à leurs activités de subsistance a baissé de 10 % durant la période considérée par rapport à la période précédente, qui avait été marquée par un nombre record d'actes de ce type depuis 2008, année où le Bureau de la coordination des affaires humanitaires avait commencé à répertorier ces démolitions. Au cours de la période à l'examen, 1 244 personnes, dont la moitié d'enfants, ont été concernées par la démolition ou la mise sous scellés de 21 logements où résidaient des auteurs, ou auteurs présumés, d'attaques contre des Israéliens.

21. En février 2017, 335 enfants palestiniens étaient détenus dans les établissements de l'administration pénitentiaire israélienne (323 garçons et 12 filles). Deux d'entre eux étaient sous le coup d'une mesure d'internement administratif, 217 se trouvaient à une étape ou une autre de leur procès, et 116, déjà condamnés, purgeaient leur peine. Ces chiffres ont baissé au cours de la période considérée. Entre janvier et avril 2016, 426 enfants en moyenne étaient détenus, chaque mois, dans des prisons militaires israéliennes, ce qui représente une augmentation de 95 % par rapport à la moyenne mensuelle enregistrée en 2015 (219 enfants). Au cours de la période à l'examen, l'UNRWA a saisi les services d'aide juridictionnelle et d'autres services de plus de 60 dossiers d'enfants en détention.

22. Le 31 mai 2016, le Hamas a exécuté trois hommes accusés de meurtre; ces exécutions étaient les premières depuis le début de 2014. Elles ont eu lieu sans l'aval du Président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas, pourtant indispensable en vertu de la législation palestinienne. Au cours de la période considérée, 22 nouvelles peines capitales ont été prononcées par des tribunaux de Gaza : 13 par des tribunaux civils contre des personnes reconnues coupables de meurtre et 9 par des tribunaux militaires contre des personnes convaincues de crime de trahison; 13 peines de mort ont été confirmées en appel.

Déplacements, accès et marge de manœuvre des acteurs humanitaires

23. Les restrictions imposées par le Gouvernement israélien à l'accès à Gaza par voie terrestre ou maritime ont été maintenues. Le passage vers Gaza, ou à partir de ce territoire, des membres du personnel de l'ONU et des organisations non gouvernementales est devenu de plus en plus difficile au cours de la période considérée, et le refus d'Israël de délivrer au personnel recruté dans le pays des permis d'entrée et de sortie nécessaires à l'exercice de leurs fonctions a atteint un degré préoccupant. Si certaines mesures ont permis d'assouplir ces restrictions, les mesures d'obstruction de l'accès et de la circulation du personnel palestinien en direction et en provenance de Gaza ont été largement maintenues.

24. Au cours de la période considérée, au moins 289 faits ont été signalés concernant 1 834 membres du personnel de l'ONU ou du personnel d'organisations non gouvernementales ayant été retardés ou s'étant vu refuser l'accès à des points de contrôle israéliens, dont environ 41 au passage d'Erez, contrôlé par les Israéliens, vers et depuis Gaza.

25. L'accès des Palestiniens à la plupart des centres urbains palestiniens de Cisjordanie, à l'exception de Jérusalem-Est, ainsi que la circulation entre ces centres ont continué de faire l'objet de restrictions. Le maintien des restrictions imposées aux Palestiniens concernant l'accès à la terre, aux services sociaux et aux débouchés économiques à Jérusalem-Est et dans la zone C entrave les efforts de développement et limite considérablement les possibilités d'améliorer les conditions de vie et de réduire la vulnérabilité des populations.

26. À la suite de l'assassinat, le 24 mars 2017, d'un de ses dirigeants à Gaza, le Hamas a – chose qu'il n'avait jamais faite auparavant – interdit pendant 10 jours toute circulation entre Gaza et Israël, sauf pour certaines catégories de personnes telles que les patients devant subir un traitement médical hors de Gaza, les parents de Palestiniens détenus en Israël et trois ministres du Gouvernement palestinien de consensus national. Pendant la durée du bouclage, la pêche a également été interdite, ce qui a obligé les quelque 1 500 pêcheurs concernés à annuler plus de 5 000 sorties en mer. Déjà affectées par la restriction, imposée par Israël, de la zone de pêche à 6 milles marins, les familles de ces pêcheurs ont vu leur subsistance mise en péril. Le Hamas a aussi refusé à 111 patients l'autorisation de quitter Gaza pour se rendre en Israël.

La barrière

27. Le Bureau d'enregistrement de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé, créé en application de la résolution ES-10/17 de l'Assemblée générale en date du 24 janvier 2007, a poursuivi son action de sensibilisation et d'enregistrement des plaintes. Plus de 61 000 plaintes et 650 000 justificatifs ont été recueillis. L'enregistrement des plaintes a été mené à bien dans huit des neuf gouvernorats palestiniens touchés — Toubas, Jénine, Toulkarm, Qalqiliya, Salfit, Ramallah, Hébron et Bethléem — et les travaux ont bien progressé dans le gouvernorat de Jérusalem, y compris à Jérusalem-Est et dans sa périphérie.

III. Intervention des organismes des Nations Unies

A. Développement humain et social

28. Durant la période considérée, les organismes des Nations Unies ont mené une action humanitaire coordonnée et fourni une aide, notamment alimentaire, à plus

de 1,58 million de personnes, une protection à près de 1 million de personnes, des services en matière de santé et de nutrition à plus de 1,2 million de personnes et des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à plus de 600 000 personnes. En outre, plus de 150 000 personnes ont reçu une assistance sous forme d'abris ou d'articles non alimentaires.

29. Comme indiqué dans le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, les activités relevant des programmes de développement des Nations Unies ont porté essentiellement sur six domaines stratégiques : autonomisation économique, moyens de subsistance, travail décent et sécurité alimentaire; gouvernance, état de droit, justice et droits de l'homme; éducation; santé; protection sociale; urbanisation, gestion des ressources naturelles et infrastructure.

Éducation

30. L'UNRWA a assuré une éducation primaire gratuite à plus de 310 000 enfants inscrits dans 363 établissements primaires et secondaires à Gaza et en Cisjordanie.

31. Les organismes des Nations Unies ont continué de prendre en charge le renforcement nécessaire des capacités des enseignants pour une éducation de qualité, inclusive et adaptée aux besoins de l'enfant. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a apporté son concours à la formation d'enseignants, l'objectif étant la mise en œuvre d'une politique de non-violence en Cisjordanie et à Gaza. La formation d'enseignants et de directeurs d'établissements scolaires dans le domaine du développement du jeune enfant assurée par l'UNICEF a bénéficié à plus de 1 700 enfants fréquentant 49 écoles sélectionnées en Cisjordanie et à Gaza.

32. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a élargi le programme Dynamic Futures de l'organisation Al Fakhoora dans le cadre duquel 266 nouvelles bourses d'études ont été octroyées, portant leur nombre total à 870.

33. Les organismes des Nations Unies ont favorisé l'accès à l'éducation par la construction et la remise en état d'établissements scolaires, y compris la construction d'une école de garçons à Jérusalem et de 12 bibliothèques de quartier en Cisjordanie et à Gaza, ainsi que par la remise en état de cinq écoles maternelles.

34. À Gaza, le PNUD a contribué à ce que 88 311 élèves et étudiants (43 997 filles et 44 314 garçons) aient un meilleur accès à un enseignement de qualité grâce à la remise en état ou à la reconstruction de 37 établissements qui avaient été très endommagés pendant les hostilités de 2014, à savoir 12 écoles publiques qui avaient été partiellement endommagées, 13 écoles privées, 5 centres de formation et 7 établissements d'enseignement supérieur. L'UNRWA a également facilité la construction ou la reconstruction de 10 nouvelles écoles. La reconstruction et la remise en état d'écoles reposent sur les principes de la reconstruction « en mieux » et des écoles amies des enfants.

Santé

35. L'UNRWA a assuré des services de santé en Cisjordanie dans 43 établissements de soins, dont 6 dispensaires ambulants, 24 centres de soins de santé primaires, 1 hôpital et 1 centre spécialisé dans les maladies non transmissibles, employant plus de 800 personnes. À Gaza, des services de santé ont été dispensés dans 22 établissements de soins de santé primaires employant plus de 961 personnes. Sur l'année, ce sont en moyenne 27 795 réfugiés de Palestine en Cisjordanie et 13 053 à Gaza qui ont reçu une aide couvrant les frais d'hospitalisation.

36. L'UNICEF a continué d'aider le Ministère de la santé à développer l'initiative Hôpitaux amis des bébés, qui vise à encourager l'allaitement au sein exclusivement, en formant 55 infirmiers (30 hommes et 25 femmes) et médecins. À la fin de 2016, neuf services de maternité avaient été homologués dans le cadre de cette initiative menée en Cisjordanie et à Gaza. L'UNICEF a sensibilisé 7 481 mères de nouveau-nés à l'existence de services post-partum à domicile et formé 60 sages-femmes à les dispenser. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a assuré la formation de plus de 300 fonctionnaires travaillant au Ministère de la santé et prestataires de services de santé dans le domaine de la santé procréative.

37. Les organismes des Nations Unies ont contribué au développement d'infrastructures dans le secteur de la santé, notamment à la modernisation du service de chimiothérapie d'un hôpital privé à Jérusalem-Est, pour qu'il puisse accueillir chaque année au moins 1 500 patients, à la rénovation du centre Princess Basma pour les enfants ayant des besoins spéciaux et à l'approvisionnement en matériel chirurgical et médical de cinq hôpitaux à Jérusalem et en Cisjordanie. Ils ont également fait en sorte que 10 214 patients non couverts ou partiellement couverts par un régime d'assurance reçoivent des soins de santé subventionnés dans trois grands hôpitaux à Jérusalem. Du matériel a été fourni à trois centres de soins de santé primaires et à un hôpital spécialisé dans l'identification, le traitement et le signalement de cas de violence sexuelle. L'OMS a aidé le Ministère de la santé à livrer du matériel essentiel et à assurer une formation pour améliorer le dépistage du cancer du sein.

38. Pour remédier aux pénuries de produits sanitaires à Gaza, l'OMS a apporté une assistance afin de fournir d'urgence des médicaments essentiels et coordonné l'acheminement de fournitures médicales provenant de différents donateurs. Elle a aussi approvisionné en carburant des établissements de santé en vue de garantir la continuité des services d'urgence. Le PNUD a participé à l'agrandissement, la remise en état et l'équipement d'établissements de santé à Gaza, notamment à la construction d'unités de soins intensifs de néonatalogie, la capacité d'accueil totale de tels services passant à 6 177 nouveau-nés à Gaza.

Eau et assainissement

39. L'UNICEF a continué d'appuyer les mesures relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les écoles, 128 500 enfants (dont 50 % de filles) ont participé à des activités de promotion de l'hygiène dans 156 écoles primaires (116 à Gaza et 40 en Cisjordanie). En 2016, de l'eau de citerne a également été fournie à quelque 68 500 enfants scolarisés dans ces écoles. De plus, 237 autres écoles (135 à Gaza et 102 en Cisjordanie) ont utilisé le manuel de sensibilisation à l'hygiène établi par l'UNICEF et le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur afin de promouvoir des pratiques essentielles en la matière. Au total, 1 734 trousseaux d'hygiène ont été distribués en Cisjordanie et 176 000 à Gaza.

40. Dans la zone C, pas moins de 4 200 Palestiniens ont profité de la remise en état d'un réseau d'approvisionnement en eau qui a permis de réduire à zéro les pertes d'eau et de faire baisser de 40 % le coût de l'eau. Le PNUD a remis en état et élargi la décharge de Jéricho et mis en place un système de récupération des déchets qui servira à trier et à recycler les résidus solides dans le secteur de Jéricho. Environ 62 000 habitants en bénéficieront dans la ville de Jéricho et dans la vallée du Jourdain.

41. À Gaza, l'UNICEF a travaillé en partenariat étroit avec la Régie palestinienne des eaux et la Compagnie de distribution d'eau des municipalités côtières pour permettre à 75 000 personnes d'avoir un meilleur accès à l'eau potable; il s'agissait

d'exécuter la première phase de la mise en service d'une installation de dessalement. Le PNUD a amélioré le système d'eau et le système de collecte et de gestion des eaux usées en participant à la construction d'ouvrages d'infrastructure.

Emploi

42. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Centre du commerce international ont créé, dans le cadre d'un programme conjoint, un pôle de services complets qui fournit, à toutes les étapes de leur développement, des orientations aux micro-, petites et moyennes entreprises et coopératives détenues ou dirigées par des femmes. La FAO a continué d'apporter son concours à 27 coopératives, dont 6 coopératives de femmes, au moyen d'activités visant à améliorer la productivité et l'accès aux marchés locaux et internationaux et a ainsi aidé 1 318 personnes. À Gaza, l'Organisation internationale du Travail a aidé deux coopératives à renforcer leurs capacités et à établir un plan d'affaires.

43. ONU-Femmes a apporté son concours à 45 micro-, petites et moyennes détenues ou dirigées par des femmes. Des subventions ont été accordées à 34 de ces entreprises, afin qu'elles puissent développer leur activité. Durant la période à l'examen, les ventes de ces 45 entreprises ont augmenté de 28 % sur les marchés locaux, de 4 % au niveau régional et de 5 % au niveau international. Par ailleurs, le nombre de femmes employées à temps plein par les micro-, petites et moyennes concernées (158 employées) a augmenté de 21 % par rapport à la période considérée dans le précédent rapport.

44. Le PNUD a proposé des programmes de renforcement des compétences à 200 jeunes à Jérusalem. Ainsi, 169 diplômés originaires de Jérusalem-Est ont trouvé un emploi, à titre permanent pour 131 d'entre eux, soit 78 % (84 femmes et 47 hommes). De plus, 28 autres familles marginalisées ont bénéficié d'une aide économique à Jérusalem-Est grâce à des subventions accordées à de petites entreprises. Les ouvrages d'infrastructure du PNUD ont permis de créer 11 741 journées de travail en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ainsi que 13 910 journées de travail intérimaire et 554 journées de travail dans le cadre d'emplois permanents à Gaza.

Protection sociale ciblée

45. Durant la période considérée, l'UNRWA a distribué 394 634 colis alimentaires à 20 623 ménages de réfugiés palestiniens (98 935 personnes) à Gaza. L'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont poursuivi la mise en œuvre du programme de bons électroniques destiné aux Palestiniens les plus vulnérables, ce qui a permis à ceux-ci d'avoir une aide d'urgence sous diverses formes (vivres, eau, assainissement, hygiène et uniformes scolaires). Quelque 13 000 ménages ont reçu des trousseaux d'hygiène et 8 083 enfants ont bénéficié d'une assistance scolaire. Près de 4 000 ménages bénéficiaires de ce programme ont acquis de nouvelles connaissances dans les domaines de la nutrition et de l'hygiène grâce à un cours de sensibilisation de 12 semaines visant à faire connaître les bonnes pratiques y relatives. Dans le cadre de l'initiative de préparation pour l'hiver qu'il mène à Gaza, l'UNICEF a fourni à 620 ménages des bons électroniques leur permettant d'obtenir de l'eau et des articles relatifs à l'assainissement, l'hygiène et la préparation pour l'hiver.

46. Le PAM a continué d'apporter son concours au programme de protection sociale du Gouvernement par l'intermédiaire duquel 213 000 personnes, à Gaza et en Cisjordanie, ont bénéficié d'une aide alimentaire ainsi que de transferts

monétaires et bons. L'UNRWA a apporté une assistance financière à plus de 36 000 personnes concernées.

Culture

47. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a contribué à la préservation et à la promotion du patrimoine culturel de la Cisjordanie et de Gaza grâce à la restauration de 11 sites historiques, facilitant ainsi l'accès à des biens culturels et à des services sociaux publics.

48. Le PNUD a soutenu l'industrie du tourisme culturel en proposant des services d'exploitation et de gestion du monument historique de Khan el-Wakalé à Naplouse, lancé les travaux de remise en état et de restauration du sanctuaire dédié au prophète Moïse et démarré les services d'exploitation et de gestion de ce monument situé dans la zone C de la province de Jéricho. Ces deux sites devraient accueillir 140 000 visiteurs par an, ce qui créerait 1 800 possibilités d'emploi direct et indirect. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a contribué à la remise en état du complexe résidentiel Dar al-Consul à Jérusalem-Est, où se situe un centre culturel moderne et sûr servant aussi bien aux habitants de Jérusalem-Est qu'aux touristes. Entre autres installations et services, le complexe Dar al-Consul proposera un guichet unique aux jeunes et aux touristes.

49. Durant la période considérée, le PNUD a aidé 541 jeunes Palestiniens de 14 écoles municipales à Jérusalem-Est à participer à des activités culturelles.

Sécurité alimentaire et agriculture

50. La FAO a apporté son soutien à 1 318 fermiers; les pratiques en matière de cultures et d'action phytosanitaire ont été améliorées ainsi que l'accès à l'eau et l'utilisation qui en est faite. Elle a également contribué au renforcement du respect des normes internationales de qualité et des critères d'homologation correspondants. Au total, 3 569 dounoums de terres ont été cultivés selon les normes internationales et 21 coopératives agricoles ont mis sur le marché des récoltes à haut rendement d'une valeur estimée à 44 millions de dollars, dont plus de 21 millions de dollars destinées à l'exportation, et six coopératives de femmes ont fabriqué des produits alimentaires transformés d'une valeur de près de 90 000 dollars. Les capacités relatives à l'après-récolte ont également été renforcées grâce aux outils et au matériel pour chariot élévateur à fourche fournis à 33 coopératives en Cisjordanie et à Gaza.

51. En Cisjordanie, plus de 800 fermiers ont profité de la remise en état d'infrastructures nécessaires à la gestion des ressources en eau. L'action menée par le PNUD en coopération avec le Ministère de l'agriculture a abouti à une augmentation de la productivité dans 12 collectivités rurales situées en Cisjordanie; l'ouverture de 3,6 km de routes agricoles a permis à plus de 300 fermiers d'avoir accès à leurs terres et la construction d'infrastructures d'adduction d'eau a bénéficié à plus de 1 000 fermiers. À Gaza, la FAO a aidé 340 fermiers travaillant dans les zones d'accès restreint à améliorer l'irrigation et à accroître la productivité. La FAO a créé un marché au bétail à Al-Thaharriyah dans la province d'Hébron, offrant à 2 000 éleveurs un point de vente et un accès au marché formel.

Droits de l'homme, femmes, enfants et jeunes

52. Le Gouvernement de l'État de Palestine, ayant bénéficié de l'assistance technique d'organismes des Nations Unies, a présenté, le 8 mars 2017, son premier rapport en tant qu'État partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/C/PSE/1) et considérablement

avancé dans l'élaboration des six autres rapports concernant les instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a formé 106 représentants d'organisations de défense des droits de l'homme et de la Commission indépendante pour les droits de l'homme, en mettant l'accent sur le suivi du respect par le Gouvernement des engagements juridiques découlant de ces instruments et sur la collecte de données permettant d'en étayer la mise en œuvre. Le Haut-Commissariat a également organisé des séances de formation portant sur les dispositions et normes des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels la Palestine a adhéré; 139 représentants de la société civile et d'associations locales y ont participé.

53. Le PNUD et ONU-Femmes ont aidé 28 000 personnes, dont 55 % de femmes, à bénéficier d'une aide juridictionnelle et plus de 6 000 femmes ont pris part, en Cisjordanie et à Gaza, à des actions de sensibilisation animées par des représentants d'organisations de la société civile visant à faire connaître les droits reconnus par la loi.

54. Dans 24 localités situées dans la zone C, le PNUD et ONU-Femmes ont aidé 800 femmes à participer à des activités axées sur le rôle des femmes dans la vie publique, à la suite de quoi 26 femmes qui se sont portées candidates aux élections locales ont vu leur nomination validée et ont suivi une formation en matière de communication, de participation aux actions de proximité et de questions relatives à l'administration locale. À Gaza, des femmes ont également bénéficié du programme des jeunes dirigeantes, dans le cadre duquel 950 titulaires d'un titre universitaire ont bénéficié d'une formation axée sur les compétences en matière de leadership, la préparation à la vie active et l'épanouissement de l'individu.

55. Grâce au programme de protection de la famille et de l'enfance mené par l'UNRWA en Cisjordanie, 449 personnes (382 femmes et 67 hommes) ayant subi des actes de violence sexiste, de violence domestique ou d'autres formes de violence ont pu bénéficier d'un accompagnement individuel; dans 21 situations extrêmes ou situations d'urgence, les cas ont été confiés à des organisations non gouvernementales spécialisées. À Gaza, 1 535 personnes ayant subi des actes de violence sexiste ont été identifiées : 1 518 d'entre elles ont été dirigées vers des prestataires de service au sein de l'UNRWA et 17 autres vers des prestataires de service affiliés à des partenaires extérieurs. Ces efforts ont permis aux rescapés d'avoir accès à plus de 1 200 services d'accompagnement psychologique et services juridiques.

56. Les organismes des Nations Unies ont formé plus de 300 prestataires de services, enseignants et conseillers sociaux à reconnaître les cas de violence sexiste, afin qu'ils puissent prendre les mesures qui s'imposent et utiliser des mécanismes d'orientation des victimes de la violence sexiste conformes aux protocoles nationaux palestiniens de signalement et aux consignes générales. En Cisjordanie et à Gaza, plus de 11 800 victimes d'actes de violence sexiste ont reçu une aide psychologique ou juridique ou un accompagnement en matière de santé ou de sensibilisation apporté par un ou plusieurs prestataires de services. Un nouveau lieu d'accueil des femmes et des filles a été créé en Cisjordanie et des activités d'information et de sensibilisation ont été menées. Près de 5 000 personnes en ont bénéficié.

57. L'UNICEF continue de diriger les travaux du groupe de travail interinstitutions qui a pour mission de constater les violations graves commises contre des enfants en Israël et dans le territoire palestinien occupé et d'en rendre compte, conformément aux résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009) du Conseil de sécurité. En 2016, le groupe de travail a recensé et vérifié 2 050 cas de violations graves commises contre des enfants.

58. Durant la période considérée, 14 590 jeunes ont eu accès à des programmes d'autonomisation appuyés par le FNUAP, notamment des initiatives locales menées par des jeunes visant à les rendre moins vulnérables, ainsi qu'à des initiatives novatrices lancées par des jeunes et ciblant 450 jeunes et 20 décideurs. Le FNUAP a apporté son concours à deux sommets de la jeunesse tenus à Jérusalem et ONU-Habitat a fait participer des jeunes à la conception d'espaces publics. L'UNICEF a travaillé avec ses partenaires afin d'encourager la participation citoyenne des adolescents par la mise en place de six laboratoires d'innovation (cinq en Cisjordanie et un à Gaza). La création de ces laboratoires a permis à 1 528 adolescents (dont 51 % de jeunes filles) en Cisjordanie et 366 à Gaza, d'avoir accès à des espaces sûrs dans lesquels ils peuvent faire des recherches après l'école et proposer des solutions novatrices aux problèmes rencontrés dans leur communauté ou dans leur vie.

Environnement, logement et développement urbain

59. ONU-Habitat a mené à bien la mise en œuvre de 10 programmes d'aménagement du territoire dans la zone C de la Cisjordanie, ce qui a contribué à atténuer les difficultés rencontrées par plus de 32 000 Palestiniens dans leurs déplacements. Le PNUD a achevé des projets d'infrastructure qui servent à des communautés et des institutions se trouvant dans la zone C. Cette amélioration des transports publics bénéficie à 90 000 personnes.

60. ONU-Habitat continue d'appuyer le plan national d'aménagement du territoire pour l'État de Palestine et les activités de mobilisation en vue de trouver et de négocier des solutions en matière de planification avec les autorités israéliennes compétentes dans ce domaine.

61. À Jérusalem-Est, le PNUD a contribué à la création d'un espace public qui sert à plus de 40 000 habitants et d'une aire de jeux pour enfants accessible à 20 000 habitants ainsi qu'à la rénovation de 19 logements. La remise en état de logements destinés à 500 personnes défavorisées a été achevée, la priorité étant accordée aux foyers dirigés par des femmes. Le PNUD a également rénové plus de 15 centres de développement des entreprises dans la vieille ville de Jérusalem et lancé des activités de redynamisation à l'appui des quartiers commerçants des rues Sultan Suleiman et Salah Al-Din.

62. À Gaza, ONU-Habitat a aidé les municipalités et les représentants locaux à élaborer et à compléter deux plans directeurs et quatre plans d'aménagement détaillés. Le PNUD a remis en état 12 600 logements partiellement endommagés pendant les hostilités de 2014 afin d'y loger 82 290 personnes autres que des réfugiés, reconstruit deux logements à Rafah et construit 56 nouveaux logements pour 392 bénéficiaires dans le nord de la bande de Gaza. Le PNUD a commencé la remise en état et la consolidation du projet Gaza Industrial Estate, ce qui aidera 22 000 ouvriers et hommes d'affaires.

B. Aide d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

63. La majorité des interventions des organismes des Nations Unies a concerné Gaza, dont certains besoins remontant au conflit de 2014 n'ont toujours pas été satisfaits. Sur un montant de 571 millions de dollars demandé au titre du Plan d'action humanitaire pour 2016, 280 millions de dollars ont été réunis (soit 49 %).

64. Pour financer le Plan d'action humanitaire pour 2017, il est nécessaire de mobiliser 547 millions de dollars, dont environ 68 % sont destinés à Gaza. Sur ce

total, un montant de 282 millions de dollars est destiné à financer l'appel d'urgence lancé par l'UNRWA.

65. Si la reconstruction s'accélère, les besoins en logement sont encore loin d'être satisfaits; en effet, quelque 40 000 personnes sont toujours déplacées, leur habitation ayant été endommagée ou détruite pendant le conflit de 2014. En février 2017, les fonds nécessaires au financement de la reconstruction de près de 4 000 maisons entièrement détruites et de la remise en état de 57 000 autres n'étaient toujours pas disponibles.

66. Grâce aux actions de déminage du Service de la lutte antimines de l'ONU, les 1 500 Gazaouis vivant ou ayant des activités agricoles ou de reconstruction dans 106 des 136 zones susceptibles de contenir des restes explosifs de guerre enterrés ont retrouvé un sentiment de sécurité.

67. Le PNUD a contribué à la lutte contre la crise de l'énergie qui a frappé Gaza grâce à la fabrication de cellules photovoltaïques et à la pose de panneaux solaires sur des installations sanitaires et hydrauliques, ainsi que sur des écoles et des établissements d'enseignement supérieur. Il a également remis en état le réseau de distribution d'électricité de trois provinces, au bénéfice de plus de 500 000 personnes.

Aide d'urgence à l'agriculture

68. Plus de 3 000 fermiers, éleveurs et ménages ruraux ont de nouveau accès à des ressources et des biens essentiels à l'activité qui permet d'assurer leur subsistance. Parmi eux, près de 2 600 foyers ont bénéficié de la remise en état de réservoirs d'eau dans la bande de Gaza. De plus, 160 foyers démunis en zone péri-urbaine ont reçu du matériel destiné à une production alimentaire domestique à petite échelle.

Aide alimentaire d'urgence

69. En Cisjordanie, le PAM est venu en aide à 250 000 personnes vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire; 108 000 d'entre elles ont bénéficié de transferts monétaires et de bons et les 142 000 autres d'une aide alimentaire en nature. L'UNRWA et le PAM ont poursuivi leur programme commun d'aide alimentaire en nature à l'intention de 37 000 Bédouins et éleveurs marginalisés appartenant à 85 communautés bédouines.

70. Dans la bande de Gaza, 960 000 réfugiés ont bénéficié d'une aide alimentaire, l'UNRWA ayant distribué 654 348 colis alimentaires à 163 596 familles, ce qui représente une forte augmentation par rapport à l'an 2000, où le nombre de bénéficiaires s'établissait à 80 000. En 2016, 81 500 personnes – autres que des réfugiés – en situation d'insécurité alimentaire ont bénéficié du programme de transferts monétaires et de bons du PAM et 164 000 personnes – autres que des réfugiés – ont reçu des colis alimentaires.

Aide d'urgence à l'éducation

71. L'UNICEF s'est employé à faire en sorte que 4 667 enfants et 333 professeurs vivant dans des zones à haut risque, notamment la zone C, puissent faire le trajet domicile-école dans des conditions de sécurité. De plus, 6 760 enfants gazaouis souffrant toujours de difficultés d'apprentissage à cause du conflit de 2014 ont bénéficié d'un soutien scolaire.

72. Le Service de la lutte antimines de l'ONU, l'UNICEF et l'UNRWA, agissant en partenariat avec des associations locales, ont veillé à ce que des avertissements sur les risques présentés par les restes explosifs de guerre soient diffusés dans

l'ensemble de la bande de Gaza. L'UNICEF a diffusé des messages sur les risques présentés par les restes explosifs de guerre et les engins non explosés, sensibilisant ainsi 162 000 enfants et adultes à ce problème. Le Service de la lutte antimines de l'ONU a organisé 1 800 séances de sensibilisation, auxquelles ont participé 48 000 personnes, dont 34 000 enfants.

Aide sanitaire d'urgence

73. L'UNICEF a fourni des services de protection de l'enfance à plus de 48 738 enfants gazaouis en situation de vulnérabilité, ainsi qu'un accompagnement psychosocial et une prise en charge. Des consultations individuelles ont été dispensées à 13 941 enfants à risques, dont 49 % de filles, et 12 142 enfants scolarisés dans des établissements de l'UNRWA ont participé à des séances collectives. Dans les centres de santé de l'UNRWA, 14 589 personnes ont reçu un accompagnement psychosocial et des services de protection, essentiellement sous forme de consultations individuelles ou collectives. De plus, 28 007 réunions de sensibilisation ont eu lieu dans des écoles, dans des centres de santé et en d'autres lieux.

74. En Cisjordanie, le programme sanitaire d'urgence de l'UNRWA a permis d'assurer le fonctionnement de six dispensaires ambulants dans un périmètre de plus de 66 localités, soit 123 719 habitants, avec 113 325 consultations réalisées. L'UNRWA a fourni des prestations de santé mentale et un accompagnement psychosocial à 55 communautés bédouines confrontées à de multiples menaces. Pendant la période considérée, grâce à la mobilisation de six équipes psychosociales mobiles, plus de 9 200 personnes pouvaient avoir accès, chaque mois, à un accompagnement psychosocial ou à des prestations de santé mentale.

Aide d'urgence au logement

75. À Gaza, le Service de la lutte antimines de l'ONU a mené pour des partenaires de reconstruction 92 estimations des risques, 30 séances de formation personnalisées sur la gestion des risques liés aux restes explosifs de guerre, et contrôlé et accompagné de manière suivie l'élimination des engins explosifs, ce qui a permis la reconstruction d'infrastructures cruciales et de logements.

76. Jusqu'en décembre 2016, l'UNRWA avait apporté une assistance financière à plus de 81 000 familles. Le PNUD, quant à lui, avait apporté une assistance financière à 1 075 familles – autres que des réfugiés – déplacées à cause du conflit de 2014, afin qu'elles aient accès à des hébergements provisoires pendant la remise en état ou la reconstruction de leur logement. L'UNRWA avait aidé financièrement 124 familles de réfugiés de Palestine (soit plus de 750 personnes) dont le logement avait été démoli par les autorités israéliennes. De plus, 678 familles de réfugiés de Palestine, soit 3 771 personnes, avaient bénéficié d'une assistance financière et avaient été orientées en fonction des besoins humanitaires recensés, compte tenu des dommages matériels et des traumatismes causés par les fouilles et les arrestations effectuées par les Forces de sécurité israéliennes dans les camps de réfugiés.

Aide d'urgence à la création de revenus

77. En 2016 à Gaza, l'UNRWA a créé 4 651 postes temporaires dans le cadre de son programme de création d'emplois et plus de 8 900 emplois directs et indirects grâce à ses projets dans le bâtiment. L'UNRWA a également recruté 14 179 personnes sur le plan régional pour mener à bien ses activités et fourni des bons d'alimentation et un emploi contre rémunération à plus de 15 750 foyers de réfugiés dont 8 037 (soit 43 199 personnes) vivant dans 19 camps de réfugiés de Palestine et 7 713 (soit 41 457 personnes) vivant hors des camps. Cela représente un

montant de quelque 8 501 435 dollars dont ont bénéficié des foyers de réfugiés en situation d'insécurité alimentaire. L'UNRWA est également venu en aide à 46 010 réfugiés de Palestine vivant hors des camps grâce au programme de bons d'alimentation électroniques, les bons émis représentant une valeur totale de plus de 4,8 millions de dollars.

Aide d'urgence en matière d'eau et d'assainissement

78. En 2016, l'UNICEF a fourni de l'eau potable à près de 56 000 personnes vivant en Cisjordanie. L'installation d'infrastructures d'approvisionnement et de stockage a bénéficié à 14 000 autres personnes.

79. À Gaza, le PNUD a remis en état et reconstruit cinq puits, 1 200 mètres de réseau hydraulique et deux citernes détruites pendant le conflit de 2014. Il a également contribué à alimenter en électricité les deux principales stations de pompage des eaux usées de Beït Hanoun pour limiter les débordements. Les actions menées par l'UNICEF en partenariat avec la Régie palestinienne des eaux et la Compagnie des eaux des municipalités côtières ont permis que 44 130 personnes bénéficient de meilleures conditions d'hygiène grâce à la remise en état et à la construction de réseaux d'égouts dans les provinces sud de la bande de Gaza; 41 000 personnes aient accès à l'eau grâce à la réparation de réseaux hydrauliques; 37 000 autres personnes aient accès à l'eau grâce à la reconstruction de trois puits endommagés.

80. L'UNRWA a pris en charge la gestion des déchets solides dans les huit camps de réfugiés de Palestine de la bande de Gaza. Il a également fourni du carburant à la Compagnie des eaux des municipalités côtières et aux municipalités de Gaza pour faire fonctionner les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, les services de gestion des déchets municipaux solides, les pompes à eaux pluviales, qui permettent de réduire le risque d'inondation, et les puits touchés par les coupures de courant.

Évacuation des débris et gestion des déchets solides

81. Le PNUD a achevé d'évacuer les débris issus des affrontements de 2014 à Gaza. Cette opération a bénéficié à 163 527 personnes (79 990 hommes et 83 537 femmes) et généré 42 122 jours de travail pour 717 habitants des zones concernées. Le programme a également permis de financer la création d'emplois d'urgence (activités de nettoyage), générant ainsi 166 372 jours de travail pour 3 707 personnes (3 654 hommes et 53 femmes).

C. Appui du système des Nations Unies aux institutions palestiniennes

82. Le PNUD et ONU-Femmes ont apporté leur concours à des institutions œuvrant dans le domaine de la justice et de la sécurité pour qu'elles tiennent compte de la problématique hommes-femmes dans leurs politiques et leurs activités de planification. C'est ainsi que la Police civile palestinienne est devenue la première police d'un État arabe à se doter d'une stratégie en la matière.

83. La première loi de sécurité sociale pour les travailleurs du secteur privé et les membres de leur famille a été signée par le Président Abbas le 29 septembre 2016. L'équipe dirigeante de l'organisme de sécurité sociale a été nommée en décembre 2016; le Ministre du travail en assure la présidence. L'Organisation internationale du Travail a procédé à l'évaluation actuarielle des régimes de sécurité sociale administrés par la Caisse de pension publique palestinienne.

84. L'UNICEF et le PNUD ont apporté leur concours dans le cadre de l'application de la nouvelle loi de protection des mineurs, s'agissant notamment de la formation de juges des mineurs. Des commissions d'application des lois rattachées aux tribunaux pour enfant ont été créées en Cisjordanie et le Fonds palestinien pour les pensions alimentaires a bénéficié d'un soutien. Un comité national pour l'aide juridictionnelle a été créé ainsi qu'une base de données spécialisée conçue pour faciliter l'harmonisation des lois. Un centre de conciliation a été établi à Jérusalem-Est pour résoudre des différends civils et commerciaux opposant les habitants de Jérusalem.

85. L'ONUDC a aidé le Ministère de la justice à former sept médecins légistes, à créer trois centres de médecine légale, à équiper les services, à former le personnel médico-légal et à mettre au point des directives générales conformes aux normes internationales.

86. La FAO a aidé le Ministère de l'agriculture et des institutions nationales à coordonner les activités de surveillance et de contrôle à mener dans le cadre du système national de recensement des animaux. Ainsi, 92 % des animaux d'élevage visés ont été recensés.

87. L'UNESCO a apporté son savoir-faire technique au Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la rédaction de la loi sur l'éducation de base, qui a été signée par le Président le 9 avril 2017 après avoir été avalisée par le Gouvernement.

88. ONU-Habitat a soutenu les actions de sensibilisation menées conjointement par d'importantes institutions palestiniennes, notamment en ce qui concerne la rédaction et l'adoption de la stratégie nationale d'information en faveur de la planification et du développement de la zone C de la Cisjordanie.

89. Le PNUD a élaboré un système unifié de gestion des ressources humaines et du développement personnel, mis en place dans sept ministères, et a mis la dernière main au plan stratégique du Conseil général du personnel pour la période 2017-2022. L'Agence palestinienne pour la coopération internationale a été créée pour partager son savoir et savoir-faire avec d'autres pays. Des unités de développement économique local ont été créées dans cinq municipalités.

90. Le PNUD a travaillé avec le Centre du commerce international et des institutions commerciales nationales pour développer les marchés, les liens commerciaux régionaux et les exportations palestiniennes grâce notamment à des accords bilatéraux concernant cinq marchés internationaux. Il a également formé les diplomates palestiniens pour qu'ils œuvrent en faveur du développement des relations commerciales et des relations d'affaires lorsqu'ils seront en poste à l'étranger.

91. Le PNUD a aidé le Gouvernement de l'État de Palestine à présenter, en novembre 2016, son premier rapport national d'inventaire et son plan national d'adaptation au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, approuvés par 12 ministères de tutelle. Les services des eaux palestiniens, israéliens et jordaniens ont élaboré le premier outil de modélisation des changements climatiques de la région et ont présenté 10 indicateurs climatiques pour 2030. Le PNUD a formé aux outils de modélisation des changements climatiques 15 professionnels de l'eau et des changements climatiques originaires de ces trois pays.

92. Le FNUAP a apporté son concours au Bureau central palestinien de statistique pour l'élaboration du rapport *Palestine 2030 — Demographic Change: Opportunities for Development* (Palestine 2030 — évolution de la démographie et

possibilités de développement), qui présente une analyse complète des conséquences des projections démographiques sur la société.

93. Les organismes des Nations Unies ont soutenu la création d'un système de gestion de l'information au sein du Ministère de la santé visant à recenser les victimes de violence sexiste et à garantir l'harmonisation de la collecte de données, du suivi et du signalement des cas de violence sexiste dans le cadre du système d'orientation national. Le premier centre national de désintoxication et de réadaptation des toxicomanes a également été créé avec le Ministère de la santé; il met en œuvre des protocoles de désintoxication et de réadaptation, des directives générales et un code de déontologie. Une aide a également été apportée pour améliorer la gestion des dossiers médicaux et des registres, renforcer les systèmes informatiques des hôpitaux et mettre à jour les plans d'intervention d'urgence des hôpitaux.

94. L'UNICEF a aidé le Ministère du développement social à réaliser la première étude complète sur la situation des enfants handicapés en Cisjordanie et à Gaza et apporté son concours à la révision consécutive de la loi sur le handicap afin de la mettre en conformité avec les normes internationales, notamment la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

95. L'UNICEF a aidé le Comité national intersectoriel chargé de la question du développement du jeune enfant à mettre la dernière main à sa stratégie et à son plan d'action nationaux pour la période 2017-2022, notamment en matière de dépistage précoce des retards de développement et des handicaps et en matière d'intervention, en mettant l'accent sur les enfants les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre.

96. Le PAM a aidé la protection civile à renforcer ses capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours, en mettant l'accent sur la coordination et les opérations de recherche et de sauvetage. Il lui a également fourni des outils d'intervention en cas d'urgence. Le PAM achève actuellement la mise sur pied de trois centres de coordination et d'intervention d'urgence provinciaux, l'objectif étant de renforcer les capacités de la protection civile en cas de catastrophe naturelle de grande ampleur.

D. Développement du secteur privé

97. À Gaza, 7,4 millions de dollars ont été déboursés dans le cadre des 4 989 microcrédits qui ont été accordés. En Cisjordanie, 11 841 prêts ont été accordés pour un montant total de plus de 16 millions de dollars, dont 2 638 à des réfugiés de Palestine (soit 3 484 604 dollars). Des femmes et des jeunes sont les bénéficiaires de 40 % de ces prêts.

E. Coordination de l'aide fournie par les organismes des Nations Unies

98. La collaboration et la coordination entre les nombreuses instances représentatives des donateurs et des organismes des Nations Unies ont continué pendant la période considérée sous l'impulsion du Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnateur des opérations humanitaires et Coordonnateur résident. L'équipe de pays pour l'action humanitaire s'est réunie régulièrement pour convenir des mesures à prendre en matière de sensibilisation et d'intervention. Avec l'appui du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, l'équipe de pays des

Nations Unies a continué de coordonner les programmes relevant du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en tenant compte des priorités énoncées dans le Plan palestinien de développement national. Elle a poursuivi ses efforts visant à établir des partenariats constructifs entre les organismes des Nations Unies, le Gouvernement de l'État de Palestine et l'ensemble des parties prenantes. L'équipe de pays des Nations Unies a élaboré le bilan commun de pays et le deuxième plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2018-2022 en tenant compte du Programme national de l'Autorité palestinienne. Les organismes des Nations Unies ont continué à établir régulièrement les rapports du Comité de liaison ad hoc ainsi que des stratégies et des conseils en matière de développement et d'action humanitaire. Les organismes des Nations Unies ont notamment parachevé la stratégie pour Jérusalem-Est et continué de s'employer à mettre en œuvre la stratégie d'Hébron pour le développement et les initiatives économiques et, en collaboration avec d'autres acteurs humanitaires, le Plan d'action humanitaire pour 2017.

IV. Réaction des donateurs face à la crise

Appui budgétaire et financier

99. La situation financière de l'État de Palestine est restée fragile malgré l'amélioration des résultats budgétaires. Les recettes ont augmenté sensiblement pendant l'année et la croissance des dépenses a été limitée. Le déficit budgétaire est ainsi passé d'environ 11 % du PIB en 2015 à 8 % du PIB (selon les estimations) en 2016. Cette diminution s'explique par d'importants versements de montants forfaitaires au titre des droits et taxes d'importation. La baisse du soutien budgétaire direct des donateurs s'est poursuivie et les arriérés ont continué à s'accumuler.

Coordination des donateurs

100. Le Gouvernement de l'État de Palestine a lancé son Programme national pour 2017-2022 le 22 février 2017. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2018-2022 est en cours d'établissement. La coordination de l'aide humanitaire et des activités de sensibilisation dans ce domaine s'est poursuivie sous la direction du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

101. L'équipe de coordination pour la zone C, qui fait partie du cabinet du Premier Ministre, est entrée en fonctions en juin 2016; elle est chargée des questions humanitaires, des questions de développement, de la communication des informations et de la coordination des donateurs.

102. La structure locale de coordination de l'assistance est demeurée l'un des lieux d'échanges clefs pour les donateurs et le Gouvernement.

103. Le Comité de liaison ad hoc s'est réuni à deux reprises pendant la période considérée : à Bruxelles le 19 avril 2016 et à New York le 19 septembre 2016.

V. Besoins non satisfaits

104. Compte tenu des besoins humanitaires, 547 millions de dollars ont été demandés au titre du Plan d'action humanitaire pour 2017, étant entendu que – sur ce montant – 282 millions de dollars serviront à financer l'appel d'urgence lancé par l'UNRWA. À ce jour, seul 9 % du montant demandé a été réuni. L'UNRWA

a lui-même un besoin urgent de ressources, le déficit de financement de son budget ordinaire étant estimé à 115 millions de dollars pour 2017.

105. Sur les 3,5 milliards de dollars promis à la conférence pour les annonces de contributions du Caire pour la reconstruction et le relèvement de Gaza, qui s'est tenue en octobre 2014 (les besoins totaux étaient estimés à 3,9 milliards de dollars dans le cadre précis d'évaluation des besoins et de relèvement pour Gaza), quelque 46 % avaient déjà été déboursés en juillet 2016. Toutefois, seuls 16 millions de dollars ont été alloués au secteur de la production, dont les besoins avaient pourtant été recensés dans le cadre précis d'évaluation des besoins et de relèvement – soit moins de 3 % des 602 millions attendus. Par ailleurs, il manque toujours un peu plus de 100 millions de dollars pour financer la reconstruction de près de 3 000 maisons qui ont été totalement détruites en 2014.

106. L'UNRWA cherche à mobiliser 402 millions de dollars dans le cadre de son appel d'urgence de 2017 pour financer les besoins humanitaires essentiels des réfugiés de Palestine vivant sur le territoire palestinien occupé. Un montant de 355 millions de dollars est nécessaire pour financer ses activités à Gaza, dont 89,4 millions pour l'aide alimentaire d'urgence, 138,4 millions pour l'hébergement d'urgence, 69,9 millions pour les mesures d'urgence visant à donner un travail contre rémunération, 4,5 millions pour les soins d'urgence et 5,0 millions pour l'éducation en situation d'urgence.

VI. Difficultés

107. Pendant la période considérée, le contexte d'action est resté difficile, du fait en grande partie des restrictions imposées aux déplacements. Des obstacles physiques, comme les points de contrôle, une politique très stricte de délivrance de permis au personnel humanitaire et les restrictions pesant sur l'importation de matériaux à Gaza ont limité la capacité des organismes des Nations Unies et de leurs partenaires de fournir une assistance en temps voulu dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, les restrictions à la liberté de circulation et d'accès, les démolitions de structures palestiniennes et les déplacements de Palestiniens qui en ont résulté ont également eu des répercussions sur les activités des organismes des Nations Unies.

108. Le fait que la réconciliation intra-palestinienne ne progresse pas pèse toujours sur la capacité des Nations Unies à apporter une aide généralisée au renforcement des institutions et au programme de l'édification de l'État. Les annonces faites par le Gouvernement israélien pendant la période considérée, notamment au début de 2017 au sujet de l'expansion des colonies, ont contribué à la recrudescence des tensions.

109. Le financement des activités humanitaires et des activités de développement en faveur de l'État de Palestine a continué de chuter pendant la période considérée. Il convient donc d'établir des priorités stratégiques pour les interventions et de déterminer les effets de synergie qu'il serait possible de créer avec les partenaires.

VII. Conclusions

110. Les organismes des Nations Unies ont dû mener leurs activités dans un contexte extrêmement difficile au cours de la période considérée du fait des difficultés exposées ci-dessus et de la raréfaction des financements. L'Organisation des Nations Unies continuera d'œuvrer pour l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, conformément aux résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002), 1515 (2003), 1850 (2008) et 1860 (2009) et 2334 (2016) du Conseil de sécurité, mais aussi pour mettre fin à l'occupation qui a débuté en 1967 et favoriser la création d'un État de Palestine d'un seul tenant, souverain, démocratique et viable, coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité.
